

**Le président américain a rallié des indécis à cette réforme, soumise au vote des représentants à partir de dimanche**

Le compte à rebours a commencé pour le vote final de la réforme de l'assurance-santé au Congrès. Tous ceux qui, à Washington, en Israël ou en Europe, ont parié sur sa "faiblesse", l'ont comparé à Jimmy Carter ou ont annoncé sa défaite en 2012, vont peut-être devoir réviser leur jugement. Le "Waterloo" promis par le sénateur républicain Jim DeMint est en passe de se transformer en une victoire politique déterminante pour Barack Obama.

"Une lutte longue d'un siècle va s'achever sur un vote historique", a annoncé le président américain vendredi 19 mars, lors d'un dernier rassemblement populaire en Virginie. "Teddy Roosevelt savait que c'était juste. Harry Truman savait que c'était juste. Teddy Kennedy savait que c'était juste..." Dans le gymnase de l'université George Mason, 8 500 personnes, debout, ont scandé un cri de ralliement qu'on n'avait pas entendu depuis longtemps : "Yes we can." L'orateur n'avait pas attendu pour ranimer la flamme. "Souvenez-vous, il y a trois ans. Nous n'étions pas bien haut dans les sondages. On nous avait disqualifiés d'office !" Le message était clair : aujourd'hui comme hier ne pas sous-estimer la détermination de Barack Obama.

Treize mois après le lancement du débat sur la réforme, la ténacité du président américain devrait finalement payer. Dès dimanche, 72 heures après le dépôt des dernières modifications du texte, la réforme devait être mise au vote à la Chambre des représentants. Soit pour être adoptée dans la foulée, soit, si les 216 voix nécessaires n'y sont pas, dès que la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, les aura réunies. Compte tenu de son forcing de dernière minute, il est clair que M. Obama ne s'arrêtera plus avant d'avoir vaincu les dernières résistances. "On nous a bien fait comprendre qu'il n'était pas question de partir d'ici avant que le texte soit voté", expliquait vendredi le représentant du Connecticut, Joe Courtney, en annonçant, devant les caméras qui traquent les votes un par un, qu'il passait de la catégorie des "indécis" à celle des "oui".

La réforme est de l'ampleur de celle qui avait abouti en 1965 à la création de l'assurance pour les plus de 65 ans (Medicare). Elle oblige tous les Américains à souscrire une assurance avant 2014 sous peine d'amende. Elle interdit aux compagnies d'assurance de refuser de les couvrir en raison de leurs antécédents médicaux, et cela dès cette année pour ce qui concerne les enfants. Elle accorde une aide financière aux familles qui gagnent moins de 88 000 dollars par an. Le coût de la réforme, qui devrait couvrir 31 millions de non-assurés, est estimé à 940 milliards de dollars (695 milliards d'euros) sur dix ans, financés par des taxes sur les revenus élevés et des coupes dans les dépenses de soins.

Les démocrates reviennent de loin. Il y a deux mois, quand ils ont perdu leur supermajorité au Sénat, la presse conservatrice annonçait l'enterrement de la réforme et les centristes du parti étaient prêts à battre en retraite. Après une courte pause, M. Obama est reparti à l'attaque, mais plutôt que de courtiser les parlementaires, il s'est adressé à l'opinion. Il a rappelé David Plouffe, le stratège politique de la campagne de 2008. La Maison Blanche a désigné l'ennemi, les compagnies d'assurance, et pris l'habitude de montrer les victimes, les Américains dans la détresse, pour redonner à la réforme le sens "moral" qui avait été perdu de vue derrière la cuisine législative.

Début mars, M. Obama a réuni les PDG des compagnies d'assurance à la Maison Blanche et il leur a lu la lettre qu'il venait de recevoir de Natona Canfield, 50 ans, atteinte d'une leucémie, et qui venait de voir sa prime doubler. La malade est devenue l'emblème du combat.

Le président a remobilisé la base. Il a rallié la gauche, qui se console difficilement que "l'option publique" - l'assurance fédérale - ait été écartée. Il a rallié Paul Krugman, qui appelle, dans sa dernière chronique du *New York Times*, à voter pour la réforme, "toute imparfaite qu'elle soit". Il a rallié le représentant de l'Ohio, Dennis Kucinich, l'icône des progressistes, qui est ressorti d'un tête-à-tête dans *Air Force One*, l'avion présidentiel, en expliquant clairement les enjeux : "Nous devons veiller à ce que la présidence de M. Obama ne soit pas détruite par ce débat. Il y a un enjeu beaucoup plus large, ici, pour l'Amérique."

Et lorsque les évêques catholiques ont pris parti contre la réforme, en arguant que des subventions publiques pourraient servir à payer des avortements - alors qu'une loi fédérale l'interdit déjà -, M. Obama a rencontré Sœur Carol Keehan et, le 17 mars, plusieurs dizaines de milliers de religieuses ont signé une lettre de soutien. Samedi, même l'éditorial du *Washington Post*, généralement critique, a succombé : "Votez oui", recommandait-il aux parlementaires. Pour le *National Journal*, Barack Obama a été "inflexible sur le but mais souple et éclectique sur le trajet". Il a passé des accords avec les adversaires traditionnels (l'industrie pharmaceutique) sans s'interdire de s'opposer aux alliés démocrates. A la surprise des sondeurs, il n'a que peu perdu dans les enquêtes d'opinion. Si le taux d'approbation de son action stagne aux alentours de 50 %, sa cote personnelle est peu entamée. Les électeurs continuent à lui faire confiance et même les indépendants, qui se sont désolidarisés de la réforme, apprécient toujours sa personnalité. "Il a réussi à se positionner au-dessus de la mêlée, explique Michael Dimock, le directeur adjoint du *Pew Research Center*, l'un des principaux centres d'études de l'opinion. Il s'est présenté comme quelqu'un qui insiste pour traiter le problème mais qui est prêt à écouter, à faire des compromis."

En laissant le soin au Congrès de se salir les mains, Barack Obama a réussi à sauvegarder une partie de son capital politique, son image.

Le Monde daté du dimanche 21 – lundi 22 mars 2010, page 5  
Washington Correspondante, Corine Lesnes

**Les derniers obstacles**

**A partir du 21 mars :** La Chambre des représentants se prononce sur le projet de loi adopté le 24 décembre 2009 par le Sénat et un texte d'amendements de 143 pages qui corrige ce que les représentants n'aiment pas dans le texte du Sénat.

**Procédure :** Dès que le texte a été adopté par le Congrès, Barack Obama le signe. S'engage alors la procédure de réconciliation budgétaire par laquelle le Sénat adopte à la majorité simple (51 voix) les amendements de la Chambre.

**Recours :** Les républicains ont prévu d'en déposer des centaines contre l'utilisation de cette procédure. Plusieurs Etats, estimant que l'obligation d'avoir une assurance est anticonstitutionnelle, prévoient de déposer des recours devant la Cour suprême.

La réforme de la Santé a été adoptée après des négociations à la Maison Blanche portant sur un décret interdisant d'utiliser les fonds fédéraux pour la prise en charge de l'avortement. Cet article a été publié sur le site de l'hebdomadaire américain *Newsweek* le 21 mars.



Sarah Kliff, traduit de l'américain par David Korn, *Nouvelobs.com*  
Posted Sunday, March 21, 2010 3:51 PM

## The Abortion Deal That Saved Health Care: What's in It

Après deux jours d'allers-retours, on a enfin le verdict sur Bart Stupak (élu démocrate à la Chambre des Représentants) : il est pour. Les derniers votes en faveur de la réforme de l'assurance santé ont été assurés.

Bart Stupak a annoncé voici peu avant le vote qu'il soutiendrait la loi sur la réforme de la santé, après avoir négocié avec la Maison Blanche un décret interdisant d'utiliser les fonds fédéraux pour la prise en charge de l'avortement.

### Les termes de l'amendement

Je viens de parcourir l'accord en question et pour autant que je puisse en juger, il garantit que les termes de l'amendement Nelson adoptés par le Sénat seront strictement appliqués.

Voici un résumé sommaire de ce qu'impliquent les termes de l'amendement Nelson, et en quoi ils diffèrent de la version Stupak : [En vertu du projet Nelson] les assureurs désireux d'offrir la prise en charge de l'avortement devront demander le versement de deux primes distinctes à chaque souscripteur. L'une sera comptabilisée dans un fond général, l'autre dans un fond consacré exclusivement à la prise en charge de l'avortement. Chaque souscripteur d'un contrat prenant en charge l'avortement - homme ou femme, qu'ils désirent ou non obtenir la prise en charge de l'avortement - devront verser deux primes, une par fond, l'idée étant que le deuxième versement ne correspond pas à un avenant au contrat, mais constitue une partie de la prime principale, qui doit néanmoins être acquittée séparément. Les compagnies d'assurance n'auront pas le droit dans les publicités de décomposer le montant de la prime : dans les brochures d'information, seule la prime globale sera indiquée. Les souscripteurs ne seront informés de la répartition des sommes versées après leur adhésion, comme le stipule l'amendement : *"dans le cadre du récapitulatif des garanties... et au moment de l'adhésion"*.

### "Catalogue d'instructions générales types"

Ce que le décret ajoute à ces dispositions, c'est la garantie qu'elles seront effectivement appliquées. En vertu du décret présidentiel, le Bureau de la Gestion et du Budget (*Office of Management and Budget*) est chargé dans les six mois de rédiger à l'attention des commissaires à l'assurance santé de chaque état un *"catalogue d'instructions générales types sur la dissociation, destiné à leur permettre de vérifier que les contrats d'assurances proposés sont conformes aux exigences de la loi quant à la dissociation des versements"*. Il s'agit donc de créer des règles obligeant les assureurs à séparer des fonds publics les sommes destinées à la prise en charge de l'avortement, et de garantir que ces règles sont bien appliquées. Le décret comporte également une directive comparable, destinée à la dissociation des fonds destinés aux centres médico-sociaux.

### Prise en charge de l'avortement

Qu'on ne s'y trompe pas, Bart Stupak n'a pas obtenu les restrictions à l'avortement qu'il désire voir adoptées. Ceux qui veulent obtenir la prise en charge de l'avortement sur les places de marché nouvellement créées n'auront pas à les souscrire spécifiquement sous la forme d'un avenant au contrat, comme l'aurait requis son projet de loi.

Le décret présidentiel réitère une législation existante, appelée amendement Hyde, qui s'est trouvé au cœur d'une bonne partie de ce débat. Cet amendement a été adopté en 1976, suite à l'arrêt *Roe V. Wade* de 1973 et interdit le financement fédéral de l'avortement, hormis les cas de viol, d'inceste, ou de danger vital pour la mère. Cette restriction, c'est un fait, affectera en plus grande partie la possibilité de prise en charge de l'avortement sous *Medicaid*, bien que 23 États autorisent le financement par l'État des avortements pratiqués dans le cadre de *Medicaid* dans un plus large éventail de cas.



Peu avant 23h (04h en Suisse), la Chambre des représentants a approuvé par 219 voix contre 212 le texte adopté en décembre par le Sénat, envoyant ainsi le projet de loi au président Obama pour promulgation. Il fallait une majorité de 216 voix pour que le texte soit adopté.

Ce n'était pas un vote facile, *"mais c'était le vote juste"*, a déclaré Barack Obama, souriant mais sobre, après l'adoption de la réforme de la santé à la Chambre des représentants.

*"Il ne s'agit pas d'une réforme radicale, mais d'une réforme majeure. Ce dispositif ne réglera pas tout ce qui affecte notre système d'assurance maladie, mais il nous fait avancer*

*dans la bonne direction (...). C'est ce à quoi ressemble le changement"*, a encore dit le président des États-Unis.

Il est intervenu depuis "l'East Room" de la Maison Blanche, un lieu souvent réservé aux moments importants d'une présidence.

Pendant les près de 10 heures de débat dimanche, les deux camps se sont affrontés une dernière fois. Les républicains ont réitéré leur opposition au plan jugé trop coûteux des démocrates. Ces derniers ont répliqué en assurant qu'un "statu quo" n'était pas envisageable. *"Nous avons devant nous un projet de loi pour changer une trajectoire qui n'est pas viable"*, a

dit le chef de la majorité démocrate Steny Hoyer avant le vote en évoquant les coûts élevés de la santé aux Etats-Unis.

### Réduire le déficit

La présidente de la Chambre Nancy Pelosi, qui été longuement ovationnée par son camp, a salué "l'engagement inébranlable" du président Obama pour la cause de la réforme.

Le républicain Mike Pence, numéro trois de l'opposition, a ironisé : *"il n'y a qu'à Washington qu'on peut dire qu'on dépense 1.000 milliards tout en faisant économiser de l'argent aux contribuables"*.

La réforme, d'un coût de 940 milliards de dollars sur 10 ans, devrait réduire le déficit américain de 138 milliards de dollars, selon le bureau du Budget du Congrès (CBO). Le texte prévoit en effet une baisse des dépenses du programme d'assurance maladie des personnes âgées (*Medicare*).

Au total, le texte devrait permettre de garantir une couverture à 32 millions d'Américains qui en sont dépourvus. L'objectif est de couvrir 95 % des Américains de moins de 65 ans. Les plus âgés sont déjà couverts par un système d'assurance public, le Medicare.

Le texte interdira aussi aux assureurs de refuser une couverture à des personnes malades préalablement.

### Compromis sur l'avortement

Le vote était encore incertain dans l'après-midi de dimanche lorsque les chefs démocrates ont obtenu le ralliement du démocrate anti-avortement Bart Stupak et de ses partisans.

Ce précieux soutien est intervenu à la suite d'un compromis passé avec le président Obama qui s'est engagé à signer un décret pour réaffirmer l'interdiction des financements fédéraux pour l'avortement.

M. Stupak a été stigmatisé à droite en se faisant traiter de *"tueur de bébé"* par un élu républicain.

Les démocrates ont longtemps hésité à voter pour une réforme que les sondages disent impopulaire. Au total, 34 d'entre eux ont voté contre le projet de loi avec 178 républicains, dont pas un n'a voté pour la réforme.

### Modifications devant le Sénat

Après le premier vote, les représentants ont approuvé par 220 voix contre 211 une série de modifications au projet du Sénat. Ces "corrections" peuvent désormais être renvoyées au Sénat qui va tenter de les approuver dans la semaine. Le chef de la majorité démocrate du Sénat Harry Reid a promis que la chambre haute agirait *"sans délai"*.

Rassemblés pendant le week-end aux pieds du Capitole, plusieurs centaines d'adversaires de la réforme ont scandé sans relâche *"Kill the bill"* (Tuez le projet de loi). *"On s'en souviendra en novembre"*, ont-ils assuré, en faisant allusion aux prochaines élections législatives.

ATS | 22.03.2010 | 06:29

Dernière mise à jour : 22.03.2010 | 08:08

## ④ Le Monde

### Obama a promulgué la réforme de la santé

Barack Obama a conclu une année d'âpre bataille politique. Le président américain a promulgué, mardi 23 mars, la réforme de l'assurance-maladie, dans la prestigieuse "East Room" de la Maison Blanche après que le texte a été adopté par le Congrès, dimanche.

Le texte va garantir une couverture maladie à 32 millions d'Américains qui en sont dépourvus. La réforme, d'un coût de 940 milliards de dollars sur dix ans, est jugée trop coûteuse par les républicains, unanimes dans leur rejet d'une loi qu'ils assimilent à une prise de contrôle du système de santé par l'Etat fédéral et à un gouffre budgétaire. Les républicains entendent faire de ce sujet l'enjeu de la campagne pour les élections de mi-mandat en novembre, qui renouvelleront l'ensemble de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat, tous deux contrôlés par les démocrates.

Dès jeudi, Barack Obama doit faire un premier déplacement dans l'Iowa, où il s'agira de convaincre les Américains du bien-fondé d'un arsenal législatif devenu impopulaire, mais aussi d'éviter de laisser les républicains occuper le terrain mé-

diatique. *"Il faut qu'en novembre nous rejetions l'étreinte d'un gouvernement tentaculaire"*, a écrit l'ancienne candidate républicaine à la vice-présidence Sarah Palin, alors que l'animateur de radio conservateur Rush Limbaugh assurait que *"les Etats-Unis ne tiennent plus qu'à un fil (...), les gauchistes contrôlent votre système de santé"*.

Dans cette bataille, M. Obama aura pour lui une popularité qui, pour s'être érodée en quatorze mois de pouvoir, n'atteint pas des seuils préoccupants (47,4 % de satisfaits, selon une moyenne de sondages compilés par *Real Clear Politics*), soit bien plus que la plupart de ses adversaires au Congrès. Le président pourra aussi compter sur la prise de conscience par les Américains de bénéfices de la loi, comme l'extension obligatoire de la couverture médicale aux enfants déjà malades, qui pouvait jusqu'ici être refusée par les assurances.

LEMONDE.FR avec AFP | 23.03.10 | 13h21

Mis à jour le 23.03.10 | 18h17

## Barack Obama promulgue la loi sur la réforme de la santé

WASHINGTON (Reuters) - Barack Obama a promulgué mardi la réforme historique de l'assurance maladie aux Etats-Unis après des mois d'une farouche bataille politique.

Le président américain a apposé sa signature sur cette législation adoptée dimanche à une courte majorité par la Chambre des représentants lors d'une cérémonie à la Maison Blanche en présence de parlementaires démocrates.

*"Aujourd'hui, après pratiquement un siècle de tentatives, aujourd'hui, après plus d'une année de débats, aujourd'hui, après tous les votes nécessaires, la réforme de l'assurance santé devient une loi des Etats-Unis",* a-t-il déclaré solennellement dans l'"East Room", pleine à craquer.

*"Je promulgue cette loi au nom de ma mère, qui s'est battue avec les compagnies d'assurance alors qu'elle luttait contre le cancer à la fin de sa vie",* a ajouté le président américain, saluant une *"réussite extraordinaire"*.

"Nous avons gravé le principe essentiel selon lequel chacun devrait jouir d'une sécurité minimale lorsqu'il s'agit de sa couverture maladie."

Après la signature, Barack Obama devait participer à une cérémonie de lancement d'une vaste campagne publicitaire visant à vanter les mérites de la réforme qui suscite perplexité et ignorance au sein de la population.

La réforme de la santé, aboutissement de dix mois d'après tractations au Congrès qui ont écorné sa cote de popularité, est une victoire majeure pour Barack Obama qui en avait fait un des chantiers prioritaires de son mandat.

### Réforme sans précédent

Les collaborateurs du président ont parlé d'atmosphère euphorique dimanche à la Maison blanche après l'adoption, par 219 voix contre 212, de ce texte de loi qui permet d'élargir la couverture de l'assurance maladie à quelque 32 millions de personnes qui n'en bénéficiaient pas.

La réforme interdira aussi aux compagnies d'assurance de refuser de couvrir les personnes considérées à risques.

Le président américain a mis sa réputation dans la balance et reporté un voyage en Indonésie et en Australie pour consacrer tous ses efforts à ce vote décisif.

L'énergie dépensée par Obama sur ce dossier a créé des tensions au sein même du Parti démocrate, certains jugeant que ce problème complexe prenait trop de place face au besoin de redresser l'économie et de créer des emplois.

Mais Barack Obama peut aujourd'hui porter à son actif une réalisation d'envergure, sans précédent depuis 45 ans en matière de santé publique aux Etats-Unis, alors même que ses

adversaires moquaient un bilan plutôt maigre 14 mois après son arrivée au pouvoir, le 20 janvier 2009.

### Quelles conséquences en novembre ?

Cette victoire pourrait cependant avoir un prix.

L'opinion a réservé un accueil pour le moins mitigé à cette réforme et l'opposition républicaine espère en profiter lors des élections de mi-mandat au Congrès, qui auront lieu le 2 novembre pour renouveler un tiers des sièges du Sénat et l'ensemble des élus de la Chambre des représentants.

Les républicains, qui ne décolèrent pas après l'adoption d'une réforme qu'ils ont combattue jusqu'au bout, soulignent désormais qu'ils seront moins disposés à travailler avec les démocrates sur des dossiers comme le changement climatique ou la réforme de l'immigration.

Douze Etats ont annoncé lundi qu'ils engageraient des procédures contre la réforme qui empiète selon eux sur leur souveraineté. Le porte-parole de la Maison blanche, Robert Gibbs, a jugé que leur action n'avait guère de chance d'aboutir.

Cette réforme représente le plus grand changement en matière de santé publique aux Etats-Unis depuis la création du programme *Medicare* pour les personnes âgées en 1965. Elle permet en outre d'atteindre un objectif sur lequel beaucoup de prédécesseurs d'Obama, dont Bill Clinton en 1994, avaient buté.

Robert Gibbs a déclaré que Barack Obama comptait s'exprimer régulièrement sur le sujet dans les mois à venir. Mais l'adoption de la loi lui permettra également de consacrer plus de temps à d'autres priorités comme la réforme de la régulation financière.

Les républicains ont dénoncé la réforme, dont le coût a été évalué par le bureau du budget du Congrès (CBO, non partisan) à 940 milliards de dollars sur dix ans, comme une intrusion de l'Etat fédéral dans l'économie en assurant qu'elle creuserait le déficit budgétaire. Le CBO a jugé qu'elle réduirait le déficit de 138 milliards de dollars sur dix ans.

Le Sénat examinera cette semaine une série d'amendements votés par la Chambre des représentants pour améliorer la loi.

Jean-Stéphane Brosse et Clément Dossin pour le service français, édité par Gilles Trequesser

© 2010 Reuters

Tous droits de reproduction réservés par Reuters.

Le 23/03/2010 à 18:07 par Caren Bohan

23 mars 2010

De notre correspondant à Washington

## États-Unis. Compromis sur la couverture santé

Avec le vote de la réforme de l'assurance-santé, Barack Obama a réussi à unifier son camp pour rentrer dans l'Histoire. Mais au prix de nombreuses concessions et au risque de radicaliser le débat politique.

Barack Obama n'a pas choisi le mot par hasard : *"C'est la victoire du bon sens"*. Allusion à tous ceux qui persistent à attaquer cette *"prise en main du système de santé par l'Etat"*, ce début d'une *"socialisation de la médecine"*. Pourtant, on est bien loin d'une *"sécurité sociale universelle"* à l'europpéenne telle que la rêvaient certains des alliés de Barack Obama.

### Une assurance sous peine d'amende

Certes, il sera obligatoire dès 2014 pour chaque Américain de se doter d'une assurance-santé, sous peine d'amende, mais cet accès se fera dans le cadre de la concurrence des assurances privées. Bien entendu, la réforme sera en partie financée par des impôts mais seulement à partir de 2018 sur les détenteurs de *"Cadillac plans"*, ces salariés qui bénéficient des mutuelles les plus généreuses. Et si 32 millions d'Américains seront finalement couverts, ce ne sera qu'à l'horizon... 2019.

### L'avortement grand perdant

Les grands perdants sont les défenseurs des immigrés et des droits des femmes. Pour donner des gages aux démocrates élus dans des régions conservatrices, la loi interdit aux travailleurs étrangers clandestins de prétendre à une assurance santé ou à bénéficier du programme *Medicaid* destiné aux plus démunis. Quant à l'IVG, il a fallu que le Président Obama en personne promette de signer un décret solennel garantissant qu'aucun dollar du contribuable ne servira à rembourser une IVG pour qu'il obtienne la demi-douzaine de voix qui lui manquait pour l'emporter.

### Un Président vainqueur

Malgré tout, obliger une société d'assurance privée à couvrir un patient même en cas de maladie préexistante ou en imposant un plafond pour l'augmentation des cotisations est totalement inédit au pays du libéralisme roi. Le Président Obama sort vainqueur de cette bataille homérique contre les conservateurs et les milliers de lobbyistes des compagnies d'assurance. Le prix à payer ?

Comme l'écrivait hier le New York Times, *"la promesse faite par Barack Obama d'inaugurer une ère post-partisane à Washington s'est envolée"*. Les chefs du Parti républicain ont d'ailleurs promis, dès hier, de faire campagne pour les élections de mi-mandat sur ce seul thème de l'assurance santé pour

reprendre le Congrès et abroger cette réforme. Quitte à ce que l'Amérique se déchire plus encore.

François Clemenceau

### Chaque Américain devra être assuré

La réforme devrait permettre de garantir une couverture à 32 millions d'Américains qui en sont dépourvus. L'objectif est de couvrir 95 % des Américains de moins de 65 ans. En voici les principales dispositions.

### Pénalités/incitations

Chacun doit être assuré ou bien il faut payer une pénalité qui augmentera progressivement jusqu'à 2,5 % de ses revenus en 2016. Les entreprises de plus de 50 salariés qui ne fourniront pas de couverture seront aussi pénalisées. En revanche, les petites entreprises et les ménages modestes recevront des crédits d'impôts et des aides pour financer l'assurance santé.

### Obligations pour les assureurs

Les assurances ne pourront refuser une couverture au prétexte de problèmes de santé préexistants. Les hausses de tarifs *"déraisonnables ou injustifiées"* imposées aux assurés par des compagnies privées seront aussi combattues.

### Taxation des entreprises de santé

Les assureurs, qui vont bénéficier d'un plus grand nombre d'assurés, devront acquitter 67 milliards d'impôts nouveaux sur 10 ans. La facture atteint 23 milliards pour l'industrie pharmaceutique et 20 milliards pour celle des équipements médicaux.

### Amélioration pour les personnes âgées

Le document prévoit de combler les failles actuelles de la couverture santé des personnes âgées, qui bénéficient du programme *Medicare*.

### Subventions aux dispensaires de quartier

Le projet investit 11 milliards de dollars sur cinq ans dans ces dispensaires qui soignent actuellement 20 millions d'Américains.

### Bourse

Une bourse des polices d'assurances pour promouvoir la concurrence et tenter ainsi de faire baisser les prix des primes d'assurance est créée dans chaque État.

## USA : la réforme de la santé devra être en partie revotée

Les sénateurs républicains ont détecté deux vices de procédures dans certains amendements au texte. Un nouveau vote va devoir être mené à la Chambre des représentants.

La bataille qui oppose républicains et démocrates sur la réforme de la santé continue de battre son plein aux Etats-Unis. Après le vote décroché de justesse par les démocrates dimanche à la Chambre des représentants, Barack Obama s'était cru définitivement sorti d'affaire mardi en signant officiellement le texte de loi. Mais la partie s'annonce plus compliquée que prévu, les républicains ayant trouvé une faille leur permettant d'obtenir un nouveau vote.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les sénateurs étaient réunis pour examiner un paquet d'amendements de 150 pages souhaités par les élus de la Chambre des représentants, contenant des précisions importantes sur la mise en œuvre de la réforme. Une dernière étape qui était censée clore le processus législatif. C'était sans compter la hargne des sénateurs républicains. Pendant plusieurs heures, ils ont cherché à bloquer le texte en introduisant plus de 20 nouveaux amendements, tous rejetés méthodiquement par la majorité démocrate. Pas de quoi décourager les républicains, qui ont déniché deux dispositions mineures parmi les amendements qui constituaient un vice dans la procédure de vote.

### La bataille continue

Les irrégularités soulevées concernent le vote d'une réforme des prêts étudiants. Les républicains ont contesté la procédure de vote au Sénat dite de "réconciliation". Cette méthode, appréciée par les démocrates, permet d'adopter un texte à la majorité simple de 51 voix sur 100 et non à la majorité qualifiée des 60 voix, habituellement privilégiée au Sénat. Mais son cadre juridique est très étroit et les républicains prétendent que la procédure classique doit être utilisée pour voter les deux dispositions incriminées.

La séance au Sénat a été suspendue à 3h du matin sur ce constat d'échec pour les démocrates. Elle doit reprendre jeudi en début d'après-midi. Les deux dispositions litigieuses devraient normalement être retirées du paquet d'amendements

et un nouveau vote doit intervenir. Mais la Chambre des représentants, elle, devra aussi se prononcer sur le paquet d'amendement. S'ils sont minces, les risques de voir une partie du texte retoqué existent. Lors du premier vote à la chambre basse, la loi n'avait été adoptée avec une courte majorité de 219 voix contre 212.

### La hargne des républicains

Logiquement, les démocrates, loyaux, devraient parvenir à rassembler à nouveau une majorité. *"Nous sommes confiants dans le fait que la Chambre votera rapidement la loi avec ces changements mineurs"*, a déclaré Kate Cyru, porte-parole du président démocrate de la commission de la santé du Sénat, Tom Harkin. *"Il est très clair qu'il n'y a aucune tentative visant à améliorer ce projet. Il s'agit d'une tentative visant à détruire le projet"*, a quant à lui déclaré Harry Reid, chef de la majorité démocrate au Sénat.

Mais la fidélité de certains parlementaires du camp présidentiel pourrait avoir été altérée par la campagne d'intimidation menée depuis le début de la semaine par des militants républicains. Certains élus ont notamment fait l'objet de violences et menaces dans leur circonscription, poussant le FBI à ouvrir une enquête. Les démocrates dénoncent aussi les écarts de langage de certains républicains. Ainsi, sur Twitter, Sarah Palin, n'a pas hésité à utiliser le vocabulaire guerrier pour mobiliser les troupes républicaines : *"Ne reculez pas, au contraire, rechargez"*, écrit l'ex-candidate à la vice-présidence. La bataille s'est aussi installée sur le plan judiciaire après que 14 Etats américains ont saisi la justice mardi pour contester une réforme jugée anticonstitutionnelle. La Maison Blanche a cependant estimé que ces recours n'aboutiraient pas.

Jim Jarassé

25 mars 2010 | Mise à jour : 13:48